

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 129 (1984)
Heft: 12

Artikel: Après un colloque d'histoire militaire à Tel-Aviv : Israël, petit état en guerre
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348640>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Israël, petit Etat en guerre

par le major Hervé de Weck

A la fin du mois d'août dernier, un colloque international d'histoire militaire, réunissant une bonne centaine de participants, s'est tenu à Tel-Aviv. Des professeurs d'université, des diplomates, des officiers étaient venus présenter les résultats de leurs recherches sur la conduite des guerres entre petits et grands Etats, en termes plus simples, les luttes de David contre Goliath.

1. Petits Etats contre grandes puissances

Ces luttes n'aboutissent pas forcément au résultat que La Fontaine déplore dans *Le loup et l'agneau*. Pensons au Corps helvétique jusqu'à la Réforme, aux treize colonies anglaises à la fin du XVIII^e siècle, plus récemment à la Finlande, à Israël et à un certain nombre d'Etats d'Afrique ou d'Asie. En revanche, la Belgique et les Pays-Bas ont subi l'occupation allemande. Comment expliquer ces réussites et ces échecs?

Les membres de la Commission internationale d'histoire militaire ne s'occupent pas seulement de batailles. Ils se penchent surtout sur l'action des politiciens auxquels il appartient d'as-

surer la sécurité du territoire, en mettant au point une stratégie efficace, fondée sur ce qu'on pourrait appeler les forces vives de la nation. A ce niveau, l'influence des dirigeants sur l'opinion, qui fait aussi pression sur le pouvoir, apparaît comme un paramètre important, tout comme l'appréciation de la résistance que l'adversaire pourrait offrir.

On étudie notre histoire en Israël

Le thème du colloque avait attiré une forte délégation israélienne. Plusieurs de ses membres montraient un intérêt marqué pour la Suisse, son histoire militaire et les caractéristiques de son terrain. L'un d'eux suit même de près l'évolution de la question jurassienne!

Mordechai Gichon, de l'Université de Tel-Aviv, traitant de la conduite de la guerre dans les régions de faible étendue, considère comme des cas exemplaires les batailles de Laupen, Sempach, Grandson et Morat. Le colonel Meir Pail, quant à lui, met en évidence comment des petits peuples arrivent à bouter hors de leur territoire les troupes d'occupation d'une grande puissance. Dans son étude, il accorde une grande importance à la «guerre de

libération de la Suisse entre 1403 et 1499». Sa formulation ne correspond pas à la réalité, vu que le Corps helvétique reste à cette époque une confédération de plusieurs petits Etats souverains dont les politiques extérieures divergent et qui, pour la plupart, manifestent un impérialisme marqué. Les cantons et leurs alliés se sont déjà libérés de l'emprise des grands nobles féodaux. Pour ce faire, ils n'ont pas seulement recouru aux armes, mais également aux possibilités que leur offraient les achats de terres ou de droits, ainsi que l'immédiateté impériale.

Pourquoi David remporte-t-il par-

fois des victoires fracassantes contre Goliath? Selon Meir Páil, l'étude de ces succès met en évidence soit la cohésion et la force de la petite puissance, soit l'appui plus ou moins direct d'un Etat tiers, soit l'affaiblissement provisoire de la grande puissance. Dans certains cas, ces trois paramètres se manifestent simultanément: guerres des cantons suisses au XV^e siècle, guerres de libération en Amérique latine (1806-1825), rébellion irlandaise (1916-1921), guérilla en Yougoslavie (1941-1945), guerre d'indépendance d'Israël (1945-1947), guerre du Vietnam (1964-1974).

Le professeur Malamet apporte



Tel-Aviv, 400 000 habitants, fête cette année le septante-cinquième anniversaire de sa fondation. Son université abritait le colloque de la Commission internationale d'histoire militaire.

deux thèmes de réflexion intéressants, lorsqu'il soutient que la Suisse s'est trouvée, le plus souvent, dans des situations politiques, diplomatiques et stratégiques favorables, contrairement à de nombreux autres Etats de son importance, les petits puissances se trouvant dans l'obligation d'accorder la priorité à leur politique extérieure. Cette deuxième thèse se vérifie-t-elle dans notre pays aux XIX^e et XX^e siècles?

Le Corps helvétique s'écroule en 1798

René Pillorget, de l'Université d'Amiens, considère la guerre franco-suisse de 1798 comme «parfaitement injustifiable dans le domaine moral». Pourtant elle «constitue, si on la considère sur un plan strictement technique, une réussite parfaite». Le Directoire peut piller les caisses publiques des cantons, les fortunes des anciens privilégiés et contrôler les communications entre Milan et Paris, parce que la disproportion des forces entre la France et le Corps helvétique est écrasante.

Il conviendrait de préciser pourquoi les Confédérés, devant lesquels les rois tremblaient jadis, ne font plus le poids. Le Défensional de Wil, datant de 1647, mais toujours en vigueur lors de l'invasion, prévoit la levée d'un contingent fédéral d'environ 40 000 hommes. Cet accord laisse pourtant aux cantons le gros de leur armée! Si les pactes d'alliance et les «textes techniques» qui en découlent

avaient été respectés, les effectifs des Confédérés auraient sans doute dépassé 100 000 hommes. Dans ces conditions, le Directoire, qui doit lutter sur d'autres fronts, se serait-il permis de masser une grande partie de ses forces armées pour envahir un territoire d'intérêt somme toute secondaire?

Dans l'ancienne Confédération, la cohésion, la volonté de résistance, l'instinct de conservation n'existent plus. De ce fait, les quelques régiments mobilisés restent peu motivés face à un adversaire «révolutionnaire» dont les idées semblent souvent attractives.

L'échec de la politique de sécurité néerlandaise

L'invasion, les Pays-Bas la subiront cent quarante-deux ans plus tard. Lors du colloque, Cornelius Schulten, chef du Service historique de l'armée néerlandaise, présentait une étude sur l'échec de la politique de sécurité de son pays.

En 1870, la Hollande reste épargnée, non pas parce que son armée constitue un moyen crédible de dissuasion, mais parce que les belligérants n'ont pas besoin de son territoire. Les responsables comprennent vite que leur pays n'aurait eu aucune chance de s'en sortir sur le champ de bataille. Dès lors, et jusqu'en 1940, l'Allemagne apparaît comme le seul envahisseur possible, d'autant plus que les fortifications édifiées par les Français et les Belges, après l'annexion de l'Alsace et

de la Lorraine par Bismarck, rendent encore plus vraisemblables des opérations importantes dans le nord de l'Europe. A la fin du XIX^e siècle, après vingt ans de discussions, les effectifs de l'armée néerlandaise atteignent 200 000 hommes.

Sauvegarder la «Forteresse Hollande», occupée par des troupes de garnison, déployer en dehors de ce réduit l'armée de campagne, éviter la surprise stratégique en signolant une mobilisation rapide, voilà trois principes essentiels de la défense nationale du royaume. Malgré tout, si les Allemands avaient voulu passer en 1914, l'armée n'aurait pas pu réagir efficacement.

Durant l'entre-deux-guerres, elle reste d'abord un instrument de dissuasion; en cas d'invasion, ses opérations défensives doivent donner le temps au gouvernement de négocier une alliance, ce qui assurerait une aide militaire. Dès 1933, les Pays-Bas risquent toujours plus de se voir impliqués dans un conflit en Europe, tandis que les responsables politiques conservent un optimisme peu réaliste. Ils décident encore des réductions des dépenses militaires, si bien que l'armée devient de moins en moins apte à faire face à la surprise stratégique et à la tactique de la guerre éclair. On connaît la suite...

Les autorités néerlandaises n'ont pas donné à leur armée les moyens qui l'auraient rendue crédible. Leur politique de dissuasion repose sur du sable. D'autre part, elles respectent scrupu-

leusement les devoirs qu'implique le statut d'Etat neutre, alors qu'Hitler ne se laisse impressionner que par la force. Le gouvernement d'Amsterdam oublie que des négociations en vue d'une alliance demandent beaucoup de temps et que l'arrivée d'un corps expéditionnaire important nécessite des discussions techniques et une délicate coordination. Si ces problèmes militaires ne sont pas en voie de règlement avant l'invasion, l'aide arrivera toujours trop tard.

En Suisse, Rudolf Minger l'a compris quand, en 1938, il envoie secrètement à Paris des officiers discuter un «accord d'état-major». La neutralité interdit de penser à une alliance. Le chef du DMF n'en informe pas ses collègues du Conseil fédéral, afin que ceux-ci puissent plus facilement le désavouer si ces négociations venaient à être connues.

2. Une nation en armes

Tout colloque qui se respecte comprend un certain nombre d'excursions. Les organisateurs proposaient, entre autres, des visites de camps militaires, une montée de Tel-Aviv à Jérusalem par la route qui eut une telle importance lors des combats de 1948, une reconnaissance jusqu'aux avant-postes sur le Golan et à la frontière libanaise. Bien que les officiers israéliens — on les comprend — se montrent très pointilleux en ce qui concerne le maintien du secret, de tels

périples permettent de se rendre compte de l'effort militaire consenti par l'Etat hébreu.

Des citoyens-soldats décontractés, mais efficaces

Les jeunes Israéliens font leur service militaire à dix-huit ans, après le baccalauréat, un examen que beaucoup d'entre eux passent, mais qui n'ouvre pas les portes de l'Université s'il est d'option agricole ou technique. Les filles restent deux ans sous les drapeaux, les garçons trois. Les sursis d'appel restent très rares, car celui qui en bénéficie s'engage à servir plus de cinq ans. Une telle «faveur» ne saurait

donc intéresser que les candidats à une carrière militaire. L'objection de conscience n'existe pas en Israël.

Cette longue période de service, au cours de laquelle chacun se trouve à plusieurs reprises en première ligne (au Liban en particulier), mûrit ces adolescents qui vont arriver vraiment adultes sur le marché du travail ou à l'Université. Les étudiants désirent obtenir leur diplôme le plus rapidement possible, afin de s'installer dans la vie active. Cela explique l'absence de chahuts et de contestation dans les hautes écoles israélienne... Hommes et femmes doivent encore accomplir un certain nombre de «cours de répétition».



Metula, à la frontière israélo-libanaise. En août 1984, le point d'appui n'est pas occupé. Sur la route qui passe à droite, à l'arrière-plan, les Libanais du Sud qui viennent travailler et se ravitailler en Israël font de grands signes d'amitié... La réalité apparaît différente et plus complexe qu'on se l'imaginait.

Partout, on rencontre de nombreux soldats, l'arme personnelle chargée au côté, qui attendent un bus civil ou dressent le pouce jusqu'à ce qu'un automobiliste compatissant les embarque. L'auto-stop semble figurer en bonne place dans le règlement israélien sur les mouvements. Autant de carburant économisé! Les tenues débraillées de ces hommes feraient frémir plus d'un officier suisse. Ces civils en uniforme patrouillent sans relâche dans le souk de Jérusalem, font de l'instruction, posent la garde, assis sur des chaises de jardin, à l'entrée des camps.

Cette décontraction, cet apparent



Le lieutenant-colonel commandant un camp où de jeunes Israéliennes accomplissent la première période de leurs deux ans de service.

laisser-aller ne semblent pas nuire à l'efficacité, à la débrouillardise et à l'esprit d'initiative de la troupe. Preuve en soit l'escorte qui accompagnait les deux cars des participants au colloque, lors de leur déplacement sur la route Tel-Aviv - Jérusalem, dominée par des villages arabes. Un sous-officier paraissant moins de vingt ans, deux soldats dont l'un porte l'insigne de parachutiste, qui disposent d'un véhicule tout terrain conduit par un camarade, manifestent beaucoup de bon sens lorsqu'ils prennent, à chaque halte, un mini-dispositif de sécurité, après avoir reconnu les emplacements où les historiens vont discuter. Chez nous, n'aurait-on pas confié une mission si délicate (il y avait là des citoyens d'une bonne quinzaine de pays) à un chef de section très expérimenté?

Lorsque le colonel Pail évoque sur le terrain la prise de Jérusalem en 1967, il cite une anecdote très significative. Les Israéliens se trouvent sur le mont Skopus et s'apprêtent à partir à l'assaut de la vieille ville. Les combats durent depuis trois jours.

Un sous-lieutenant, frais émoulu de l'«école d'officiers», se trouve en première ligne comme commandant de tir d'artillerie. A un moment donné, il reçoit l'ordre de déclencher un feu sur l'Esplanade du Temple, ce qui risque de causer des dommages irréparables à la mosquée El-Aqsa et au Dôme du Rocher. Il obtient confirmation des coordonnées, puis, passant par radio sur le réseau de commande-

ment, il rend attentif le général responsable du secteur (indicatif «KING») que l'Etat d'Israël s'exposerait à de gros ennuis si les batteries exécutaient cette mission. Le brigadier abonde dans son sens... Il s'avérera que l'intention du commandant tactique n'était pas de causer des dégâts à la ville sainte, mais d'appuyer l'avance de ses fantassins. Les problèmes que posait la présence d'incalculables biens culturels à proximité de son objectif ne l'avaient pas effleuré.

Le plus satisfait de l'excellente réaction de ce jeune officier, ce fut son ancien commandant d'école qui voyait

brillamment confirmées les méthodes d'instruction qu'il utilisait avec ses élèves.

Onze ans plus tôt, Meir Pail commandait un bataillon dans le Sinaï. Bien que vainqueur sur le terrain, il reçoit l'ordre de se replier: les Etats-Unis exercent une pression telle que le gouvernement a cédé. Il rencontre, au cours du repli, le Premier ministre Ben Gourion et Moshé Dayan, chef de l'état-major. Sans aucun complexe, il leur demande: «Pourquoi nous ordonnez-vous de reculer?» On répondra franchement à sa question. Encore un indice qui montre le genre de



Positions jordaniennes de la guerre des Six Jours en 1967, au cours de laquelle les Israéliens s'emparèrent de la Cisjordanie et de Jérusalem. Ces tranchées, sises près de Ramallah (10 kilomètres au nord-ouest de Jérusalem) dominent une des routes qui conduisent de Tel-Aviv vers la ville sainte.

Cette vue montre que la topographie ne favorisait pas toujours Tsahal, qui progressait de la droite vers la gauche sur notre photo.

rapports que les politiciens entretiennent avec les citoyens, les chefs militaires de haut rang avec leurs subordonnés. La discipline, dans l'Etat hébreu, s'accommode de la volonté de comprendre et d'une franchise qui paraîtrait cavalière au nord de la Méditerranée.

Les aspects lancinants et multiples de la sûreté

Depuis sa fondation, Israël n'a pas connu de paix véritable. A la fin des quatre grands conflits dans lesquels il se trouve impliqué depuis 1948, une trêve, un accord de cessez-le-feu ou de désengagement signifient seulement la cessation plus ou moins durable des combats, mais n'arrêtent pas l'engrenage des incidents et des représailles. Il faut encore compter avec la guérilla et le terrorisme des organisations palestiniennes.

Une telle situation force les responsables, partout dans le pays, à résoudre de difficiles problèmes de sécurité, à organiser la garde des bâtiments officiels, le contrôle des identités, des sacs et des serviettes de ceux qui y pénètrent. Souvent, l'édification d'une clôture autour des objectifs sensibles est nécessaire. Les besoins en barrières et en barbelés sont gigantesques. Nous en avons vu autour des écoles, des universités, des kibboutzim, de nombreux villages, à l'entrée de certaines plages. Un triple réseau de ribards assure l'«étanchéité» de nombreux secteurs frontières, la protection des points d'appui, des

camps, des bases et des dépôts militaires.

Ces obstacles ne servent à rien s'ils ne sont pas surveillés ou gardés. Les effectifs disponibles de la police et de l'armée fondraient comme neige au soleil, dès le moment où elles devraient assurer seules l'ensemble de cette tâche.

A l'Université de Tel-Aviv, des hommes d'un certain âge, en civil mais armés, contrôlent les arrivants. Des femmes, en civil ou en uniforme, s'occupent de la fouille des bagages à l'aéroport de Tel-Aviv. Elles se trouvent aussi en nombre dans les équipes qui accueillent, interrogent et contrôlent les passagers aux escales d'El Al à l'étranger. Ces «agents de sécurité» effectuent leur travail avec politesse, en prenant soin d'expliquer à l'étranger les raisons de leur intervention.

Les kibboutzim servent souvent à marquer par des cultures les limites de l'Etat hébreu. Un juif d'expression française nous confiait d'ailleurs que les tracteurs conviennent mieux que les chars pour dessiner sur le terrain une nouvelle frontière. Sur le plateau du Golan, conquis en 1967, il reste encore des millions de mines enfouies. Les pionniers israéliens ont nettoyé de larges bandes de terres arables derrière la ligne de désengagement pour y implanter des fermes collectives qui se trouvent donc coincées entre les positions syriennes et les champs de mines! Ces communautés assurent elles-mêmes leur sécurité. Quelques-uns de leurs membres, parfois en tenue para-

militaire, semblent s'y consacrer à plein temps. A l'époque des actions terroristes dans le nord du pays, les kibboutznik — ils ont tous forcément reçu une instruction militaire — réglaient souvent le problème, avant l'arrivée de l'armée régulière. Leurs enfants, en revanche, ont pour ainsi dire grandi dans les abris du kibboutz.

Aux avant-postes du Golan

Le fait de gravir les pentes qui mènent au plateau du Golan et de pousser jusqu'aux avant-postes israéliens fait comprendre l'importance de ce secteur pour la sécurité de la Galilée, partant de l'Etat d'Israël.

D'autre part, une vision des lieux met en évidence l'intelligence de l'accord de désengagement israélo-syrien mis au point grâce au secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger.

Les positions avancées des deux parties, qui se trouvent, à certains endroits, à huit cents mètres les unes des autres, ne doivent abriter que des armes d'infanterie. Entre elles, des «casques bleus» dont la mission consiste à contrôler le respect des accords, si nécessaire en pénétrant dans les points d'appui. Six ou sept kilomètres en arrière se trouve la ligne que les blindés n'osent pas dépasser. Du côté israélien, des *Centurions* et des *Mer-*



Un poste avancé israélien sur le plateau du Golan. Sur la gauche, à environ cinq cents mètres, un poste de l'ONU. Trois cents mètres plus en arrière, c'est la Syrie.

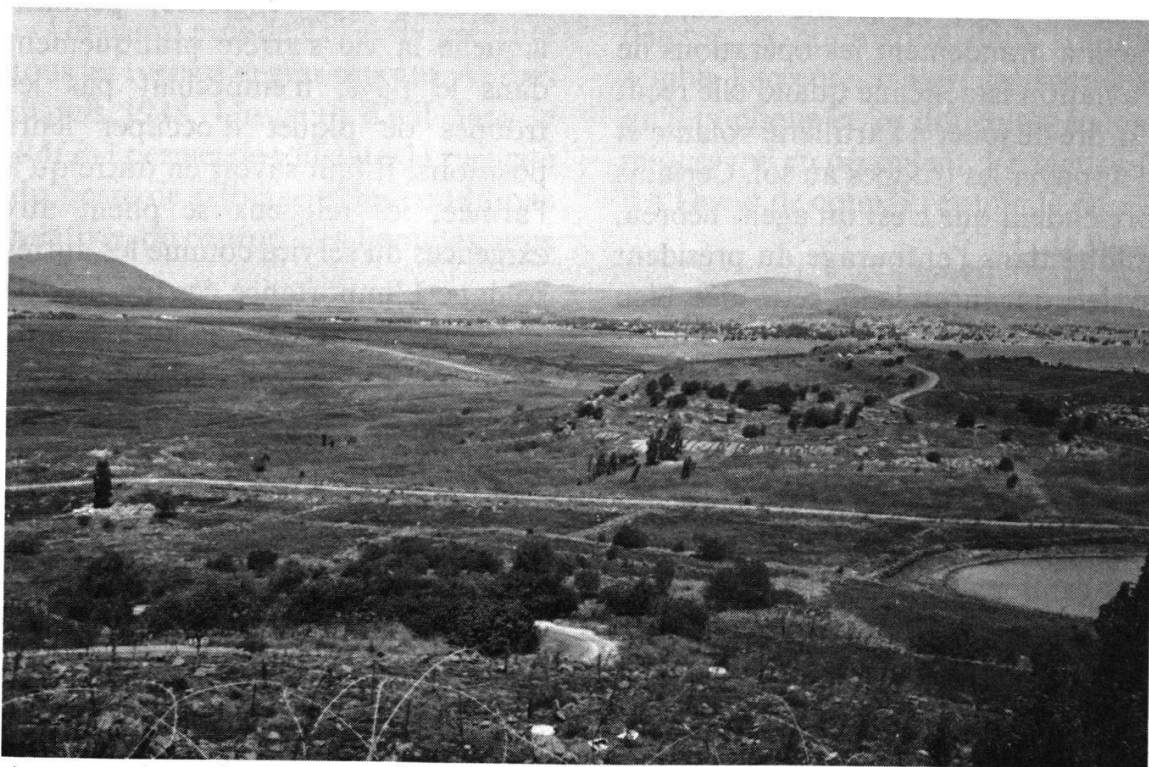
Quel terrain pour les chars! En 1967, les blindés, qui ne pouvaient pas progresser sur les routes minées, furent obligés d'attendre que le génie en établisse de nouvelles. Les bulldozers précédaient les chars de combat!

*kava*¹ restent concentrés sur des places de parc par bataillons, comme on le ferait chez nous pour le cas «AIDA». Cela donne une idée de la supériorité de l'aviation juive, qui rend invraisemblable toute attaque aérienne syrienne.

¹ Selon les renseignements recueillis, les ingénieurs qui ont conçu le *Merkava* sont partis d'une idée essentielle: protéger l'équipage et assurer au mieux l'évacuation des blessés. On connaît le souci des Israéliens de limiter les pertes au maximum. Cela explique le moteur principal monté à l'avant du char, la trappe de secours qui permet à l'équipage de sortir de son engin sans s'exposer au feu ennemi, la possibilité de placer un blessé sur un brancard dans le char même.

Les équipages se trouvent à proximité de leurs engins, vaquant à leurs occupations. Par souci d'économie, on évite que les blindés ne roulent par leurs propres moyens sur les routes. S'il faut en déplacer, un poids lourd civil réquisitionné pour la circonstance peut emporter un char de combat ou deux chars de grenadiers.

Enfin, une vingtaine de kilomètres derrière la ligne avancée, l'artillerie des deux adversaires ne peut battre que les glacis des avant-postes amis et non le dispositif de l'autre. Depuis le désengagement, il n'y a pas eu d'incidents graves au Golan.



Autre vue depuis le même poste avancé israélien. A l'arrière-plan, les collines «stratégiques» qui posèrent bien des problèmes pendant les négociations de désengagement. Celle qui se trouve à l'extrême gauche est tenue par les Israéliens. Devant les collines du centre, et dans la verdure, on devine la ville déserte de Kuneitra.

Des expériences de guerre

Sur la route Tel-Aviv-Jérusalem comme sur les pentes qui donnent accès au plateau du Golan, les restes des positions jordaniennes et syriennes donnent à penser qu'en 1967, si les soldats arabes avaient été bien commandés, instruits et entraînés, les Israéliens auraient dû accepter une sorte de guerre d'usure, coûteuse en hommes et en matériels, pour s'emparer de ces deux secteurs stratégiques.

Sur les contreforts du Golan, des plantations d'arbres protégeaient les points d'appui syriens des ardeurs du soleil. Aux alentours et sur l'ensemble du plateau, pas trace de résineux ou de feuillus. Cette recherche de confort facilita grandement les opérations de l'aviation israélienne quand elle reçut l'ordre de jouer à l'artillerie volante et d'appuyer les troupes au sol. Certains prétendent que c'est un agent hébreu, infiltré dans l'entourage du président syrien, qui aurait lancé cette idée, bien avant la guerre des Six Jours.

Les installations militaires juives situées dans la région montrent la mobilité intellectuelle, la débrouillardise de la troupe et de ses chefs. Le risque existe de se faire attaquer par des camions-kamikazes piégés, devenus tristement célèbres au Liban. Pour y parer, on recule de vieux GMC chargés de terre ou de pierres contre les portails d'entrée. Les bâtiments ou les tentes se trouvent derrière des containers remplis de matériaux ou des murs confectionnés avec des blocs

de pierre enveloppés dans du treillis, semblables à ceux qui bordent parfois nos routes ou qui renforcent certaines de nos fortifications permanentes. Pour ses ouvrages de campagne, la troupe se procure des bacs en plastique qu'utilisent les commerçants; elle les remplit de sable et édifie de cette manière un parapet ou un pare-balles.

A côté de ces intelligentes improvisations, il convient de signaler, en Galilée et en Samarie, d'importantes améliorations du réseau routier, ces travaux devant peut-être augmenter la mobilité stratégique des forces armées.

Comment les Israéliens voient-ils les causes de leurs revers, au début de la guerre du Kippour? La célébration de la grande fête religieuse, pendant laquelle la vie s'arrête pratiquement dans le pays, n'empêchait pas les troupes de piquet d'occuper leurs positions. Il faut savoir en outre qu'à l'armée, les religieux se plient aux exigences du service comme les autres soldats. L'importance des mesures de sûreté dépendait donc uniquement de l'appréciation de la situation faite par le service de renseignement et le haut commandement.

Le 6 octobre 1973, la simultanéité du Kippour et de l'offensive égypto-syrienne ne fait que retarder la mobilisation générale en Israël. En effet, la radio et la télévision n'émettent pas. Le procédé d'alerte «boule de neige» (chaque homme averti par son supérieur transmet le message à un certain nombre de camarades qui le répercuteront de la même manière)

fonctionnera mal, puisque nombreux sont ceux qui se trouvent à la synagogue ou absents de chez eux. En revanche, les nouvelles circulent de bouche à oreille. La rumeur, qui se vérifiera, court que la radio nationale reprendra ses émissions à partir de quatorze heures. En dernière analyse, la mauvaise interprétation des indices à disposition explique en grande partie les revers subis au début du conflit.

Par la suite, les Israéliens s'emparent d'importantes quantités de blindés soviétiques qui, après quelques modifications, vont équiper des formations de Tsahal. Il s'agit surtout de monter des radios, des pièces et des mitrailleuses d'un calibre qui corresponde à la munition réglementaire.

Un camp près de Tel-Aviv présente tous les types d'engins pris aux Arabes depuis 1948. Un coup d'œil dans le *BMP-1* permet de constater la rusticité du poste de pilotage et les conditions relatives de confort des hommes assis

sur des banquettes disposées le long des parois. Un moteur auxiliaire (?), à l'arrière, coupe en deux le compartiment réservé aux fusiliers motorisés. Un simulacre de *T-72*, confectionné avec du bois, des plaques de plastique et du caoutchouc, pourrait tromper très facilement, même des explorateurs compétents. Un chasseur de chars *SU-100*, utilisé par les Palestiniens lors de la dernière guerre au Liban, figure dans cette exposition, mais il y manque un véritable *T-72*!

A l'issue de ce bref séjour, Israël nous apparaît à la fois comme un David et un Goliath, un petit Etat par sa superficie et sa population, qui dispose d'une armée surpassant largement celles de ses voisins. Cet effort de défense, la population dans son ensemble l'accepte, malgré les sacrifices qu'il implique et les difficultés économiques qui en découlent. Permettra-t-il à David de connaître enfin la paix?

H. de W.